

### Création de certificats d'aptitude professionnelle et de brevets professionnels.

Par arrêté du 28 mars 1949, il a été créé dans le département de l'Ain, un certificat d'aptitude professionnelle pour la profession d'aide-hôtelier.

Par arrêté du 28 mars 1949, il a été créé dans le département de la Corse, deux certificats d'aptitude professionnelle pour les professions de :

Couturière;  
Lingère.

Par arrêté du 4 avril 1949, il a été créé, dans le département de l'Isère, un certificat d'aptitude professionnelle pour la profession de coupe-couture industrielle (maille).

Par arrêté du 4 avril 1949, il a été créé, dans le département des Alpes-Maritimes, un certificat d'aptitude professionnelle pour la profession de repasseuse de lin.

Par arrêté du 4 avril 1949, il a été créé, dans le département du Nord, un certificat d'aptitude professionnelle pour la profession de tisseur de toile et linge de table.

Par arrêté du 4 avril 1949, il a été créé, dans le département de la Haute-Marne, un certificat d'aptitude professionnelle pour la profession de boucher.

Par arrêté du 4 avril 1949, il a été créé, dans le département du Nord, un brevet professionnel de boucher.

### Organisation et fonctionnement des colonies et camps de vacances.

(Application du décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la protection des enfants placés hors du domicile de leurs parents.)

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la protection des enfants d'âge scolaire placés hors du domicile de leurs parents;

Vu le décret du 15 janvier 1947 portant transfert d'attribution du ministère de la santé publique et de la population au ministère de l'éducation nationale;

Vu le décret du 11 septembre 1948 portant délégation d'attribution au secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les colonies de vacances sont l'œuvre d'institutions organisant hors du domicile familial, en régime d'internat et sous la direction d'un personnel qualifié, le séjour temporaire d'enfants sains, dans des établissements réunissant diverses conditions d'hygiène et d'éducation précisées par ailleurs.

Les camps de vacances répondent à la même définition à l'exception qu'ils ne peuvent accueillir d'enfants de moins de huit ans et que le séjour est organisé sous tentes, ou dans des constructions légères, telles que des baraquements.

Art. 2. — Le comité départemental de surveillance des enfants placés en colonies de vacances et en dehors du domicile familial est composé comme suit :

Le préfet, président;  
L'inspecteur d'académie;  
Le chef du service départemental de la jeunesse et des sports;  
Le directeur départemental de la santé;  
Le directeur départemental de la population;

Le directeur régional de la sécurité sociale ou son représentant;

L'inspecteur départemental de l'hygiène scolaire;

L'ingénieur en chef des ponts et chaussées;

L'inspecteur départemental du génie rural;

L'inspecteur départemental de la reconstruction;

Un représentant du conseil général;

Un représentant des municipalités, désigné par le préfet;

Un représentant des délégués cantonaux, désigné par l'inspecteur d'académie;

Un représentant du conseil départemental de l'enseignement primaire;

Le secrétaire départemental ou son représentant du syndicat des instituteurs le plus représentatif;

Un représentant de l'union départementale des associations familiales;

Un représentant des caisses de la sécurité sociale;

Un représentant de chacune des caisses des allocations familiales implantées dans le département;

Un représentant de la Société nationale des chemins de fer français;

Un représentant, choisi dans le cadre du département, de chacun des organismes agréés pour la formation des moniteurs des colonies de vacances, et de chacune des fédérations les plus importantes de colonies de vacances;

Un représentant de chacune des organisations syndicales, les plus représentatives.

Le comité départemental se réunit au moins deux fois dans l'année sur convocation du préfet. Le secrétariat permanent du comité est assuré par le chef du service départemental de la jeunesse et des sports.

Dans l'intervalle des sessions, la responsabilité d'exécution est confiée à un comité restreint des colonies de vacances comprenant :

L'inspecteur d'académie;

L'inspecteur de la jeunesse et des sports;

Le directeur départemental de la santé;

Un représentant des caisses d'allocations familiales.

Art. 3. — Le comité départemental a pour tâches essentielles :

D'étudier les moyens propres à développer les colonies et camps de vacances;

De donner au préfet son avis sur les projets de colonies ou camps de vacances des organismes publics et privés;

D'informer les organisateurs des formalités à accomplir et les leur faciliter;

D'assurer la liaison dans un même département entre les œuvres de vacances, de faciliter les échanges d'enfants afin qu'ils soient répartis entre les colonies de mer, de montagne ou de campagne, en fonction de leur état sanitaire;

D'assurer la liaison entre le département d'origine et le département d'accueil de la colonie;

De faire établir et tenir à jour un fichier de toutes les colonies, qu'elles soient originaires du département ou qu'elles y trouvent accueil;

D'assurer, améliorer et faciliter les conditions de séjour matérielles, morales et éducatives des enfants;

D'assurer la distribution des bons-monnaie matières et bons de déblocage de ravitaillement;

De surveiller la bonne marche des camps et colonies, de proposer éventuellement au préfet la fermeture de ceux dont le fonctionnement serait nuisible à l'état sanitaire ou moral des enfants, notamment au cas où se produiraient des désordres, des épidémies, des accidents, ou les conditions d'hygiène et de sécurité et l'alimentation seraient insuffisantes, ou le personnel d'encadrement serait inférieur à sa tâche.

Art. 4. — Les déclarations d'ouverture prévues par l'article 5 du décret-loi du 17 juin 1938 sont obligatoires, même au cas où la colonie se renouvellerait chaque année.

Elles doivent être déposées deux mois avant l'ouverture de la colonie ou du camp au préfet du lieu d'origine. Le délai de deux mois est utilisé par le préfet pour obtenir l'avis du comité départemental d'accueil sur les conditions d'hygiène et de convenance offe-

rentes par les locaux dont l'utilisation est envisagée par les organisateurs de colonies et camps.

Les pièces à fournir à l'appui de la déclaration d'ouverture sont les suivantes :

a) Statuts de l'institution ou de l'association;

b) Plan des locaux affectés à l'hébergement;

c) Note sur les conditions d'hygiène.

1<sup>o</sup> Alimentation en eau potable : l'œuvre devra fournir un certificat d'analyse chimique et bactériologique de l'eau délivré par un laboratoire enregistré par le ministère de la santé publique conformément aux dispositions de la loi du 18 mars 1946, ou une attestation du maire en cas d'adduction publique d'eau potable;

2<sup>o</sup> Evacuation des eaux usées;

3<sup>o</sup> Organisation du service médical;

d) Dossier personnel du directeur effectif de la colonie de vacances :

Extrait d'acte de naissance;

Extrait de casier judiciaire (sauf pour les fonctionnaires et agents assimilés);

Curriculum vitae indiquant en particulier les lieux de résidence et professions exercées pendant les dix dernières années;

Eventuellement, la date d'obtention du diplôme d'Etat de directeur de colonies de vacances, avec l'indication de l'académie qui l'a décerné;

e) Si possible, liste nominative des moniteurs avec l'indication, le cas échéant, de la date à laquelle ils ont obtenu le diplôme d'Etat de moniteurs de colonies de vacances et l'indication de l'académie qui l'a délivré.

Au cas où dans les années précédentes une déclaration d'ouverture a déjà été faite par la même institution, dans la même implantation les documents a, b, c, n'ont pas à être produits de nouveau, sauf le cas échéant, le certificat d'analyse chimique et bactériologique de l'eau. Seules les modifications intervenues seront signalées. Référence sera donnée de la date à laquelle les documents ont été produits à la préfecture.

Si le directeur de la colonie ou du camp est le même, il n'aura pas à fournir à nouveau le dossier complet (d), mais seulement chaque année un extrait de casier judiciaire.

Pour les colonies et camps organisés par des mouvements de jeunesse ou des fédérations agréées par le ministère de l'éducation nationale, la production des statuts n'est pas nécessaire; il conviendra toutefois que les responsables justifient de leur appartenance à ces organismes.

Au cas où les organisateurs de colonies et camps ne donneraient pas suite à leur projet, ils devront en avvertir le comité départemental avant la date prévue pour l'ouverture de leur colonie ou camp.

Art. 5. — Encadrement des colonies de vacances. — Les institutions ou établissements et œuvres organisant des camps et colonies de vacances sont entièrement responsables desdits camps et colonies et de leur encadrement. Elles choisissent elles-mêmes le directeur pédagogique, le directeur administratif s'il y a lieu, et les moniteurs; traitent de gré à gré, comme dans toutes organisations privées et dans le cadre de la législation en vigueur, les questions d'indemnités, de salaires, de prestations en nature, d'assurances, etc.

Les directeurs doivent être âgés de vingt-cinq ans au moins dans l'année en cours.

Les moniteurs doivent être âgés de dix-huit ans au moins dans l'année en cours.

Nul ne peut appartenir au personnel d'une colonie de vacances s'il a subi une condamnation pour un délit de droit commun.

Si la colonie ou le camp pratique des baignades et comporte plus de 50 enfants, ou si les baignades sont pratiquées dans des endroits peu fréquentés, un des moniteurs au moins devra être titulaire du brevet de nageur sauveteur ou d'un diplôme équivalent.

Les organisateurs de camps et colonies devront prévoir un nombre de moniteurs, tel que ceux-ci seront dans la proportion d'un pour 10 à 15 enfants, la norme la plus souhaitable étant d'un pour douze.

Art. 6. — Chaque colonie de vacances doit tenir constamment à jour une comptabilité deniers et un inventaire permanent des stocks, pouvoir présenter à toute réquisition

les documents comptables tenus à cet effet, ainsi qu'un cahier des menus servis et un registre des présences journalières.

Art. 7. — Pour les camps légers du type scout de moins de trente-cinq participants, les dérogations suivantes aux articles 5 et 6 sont accordées :

Si l'organisateur responsable du camp doit être âgé d'au moins vingt-cinq ans, le chef du camp qui dirige effectivement les activités pourra n'être âgé que de dix-neuf ans; les membres de l'encadrement ne devront pas avoir moins de dix-sept ans.

La tenue d'un carnet de comptes par recettes et dépenses sera seule exigée.

Les groupements de moins de trente-cinq participants effectuant une sortie en camping d'une durée inférieure à dix jours ne sont pas soumis à la formalité de déclaration d'ouverture.

Art. 8. — Les inspecteurs de la jeunesse et des sports sont chargés du contrôle de tous les camps et colonies de vacances du ressort de leur département. Ils peuvent à tout moment pénétrer dans un camp ou une colonie de vacances afin, notamment, de vérifier les effectifs présents et les documents comptables, s'assurer de la qualité et de la quantité de la nourriture des enfants, apprécier le confort des installations, la valeur éducative de l'encadrement et du camp ou de la colonie en général.

En outre, tout camp ou colonie peut être inspecté sur ordre du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, par les fonctionnaires de la direction générale de la jeunesse et des sports.

Art. 9. — Le placement familial de vacances dont l'autorisation est accordée conformément aux dispositions de l'article 4 du décret-loi du 17 juin 1933 est également soumis au contrôle des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Art. 10. — Les conditions de sélection médicale des enfants, d'hygiène des locaux, d'hygiène en colonies, de surveillance médicale des enfants seront définies par un arrêté interministériel signé du ministre de la santé publique et du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports.

Art. 11. — Indépendamment des sanctions prévues à l'article 7 du décret-loi du 17 juin 1933, et de la possibilité pour le préfet de s'opposer à l'ouverture d'une colonie ou d'un camp dans l'intérêt des bonnes mœurs et de l'hygiène, le comité restreint des colonies de vacances ou en cas d'urgence l'inspecteur de la jeunesse et des sports donne son avis au préfet sur les sanctions à prendre, en cas d'infraction aux dispositions du présent arrêté.

Les sanctions s'échelonnent ainsi :

- Avertissement;
- Suppression de tout ou partie des subventions;
- Interdiction de réouverture l'année suivante;
- Suspension immédiate des responsables;
- Fermeture immédiate de la colonie ou du camp.

Dans le cas où le préfet est amené à suspendre des membres du personnel de la colonie ou du camp, l'inspecteur de la jeunesse et des sports lui propose la désignation d'office d'un personnel de remplacement en attendant que l'œuvre y pourvoie elle-même.

Dans le cas où le préfet est amené à fermer une colonie, l'inspecteur de la jeunesse et des sports lui propose toutes mesures permettant d'assurer la dispersion des enfants dans d'autres colonies ou leur retour dans les familles si l'œuvre elle-même ne peut y procéder.

Art. 12. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 avril 1949.

ANDRÉ MORICE.

#### Admission des étrangers dans les écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 47-907 du 5 mai 1917 portant règlement des écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers, et spécialement l'article 7;

Vu l'arrêté du 21 juin 1948 modifiant les conditions d'admission dans ces écoles;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue.

#### Arrêté :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les jeunes gens de nationalité étrangère ne sont admis dans les écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers qu'au titre d'élèves externes hors cadres après avis favorable du ministère des affaires étrangères et succès à un examen probatoire.

Art. 2. — La limite d'âge supérieure imposée aux candidats français est prorogée de deux ans en faveur des candidats étrangers; elle est ainsi fixée à moins de vingt-deux ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen.

Art. 3. — En vue de leur admission, les intéressés doivent constituer un dossier composé des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> Une demande d'admission au titre d'élève externe étranger hors cadres. Cette demande devra contenir des indications succinctes sur les études faites, les établissements scolaires fréquentés et les diplômes obtenus. Elle devra également faire connaître, outre l'adresse actuelle du candidat, son domicile légal pendant les deux dernières années.

2<sup>o</sup> Un extrait authentique de l'acte de naissance;

3<sup>o</sup> Un certificat d'un docteur médecin assermenté constatant que le candidat est d'une bonne constitution et spécialement qu'il n'est atteint d'aucune maladie chronique contagieuse, ni d'infirmité l'empêchant de se livrer sans danger au travail manuel;

4<sup>o</sup> Un certificat de revaccination antivaricelle constatant que cette opération a été effectuée dans l'année où a lieu l'examen ou l'année précédente;

5<sup>o</sup> Un engagement par lequel le père ou la mère ou le tuteur, suivant le cas, s'engage à payer les frais divers.

Ce dossier sera transmis par les représentants accrédités en France du pays auquel appartient l'intéressé ou, s'il est apatride, par l'organisme international dont il relève, au ministère des affaires étrangères (direction générale des relations culturelles) qui le fera parvenir, après avoir formulé son avis, au ministère de l'éducation nationale.

Une copie certifiée conforme sera adressée directement avant le 1<sup>er</sup> juin à la direction de l'enseignement technique, 34, rue de Châteaudun, Paris (9<sup>e</sup>).

Art. 4. — L'examen probatoire auquel doit être soumis le candidat aura lieu dans les premiers jours d'octobre au siège même de l'établissement où l'intéressé demande à être admis.

Art. 5. — Cet examen comprend des épreuves écrites, graphiques, orales et d'atelier qui sont de même nature et affectées des mêmes coefficients que celles imposées aux candidats français. Le programme de l'examen est également identique.

Sont facultatives les interrogations suivantes : explication française, histoire, géographie, langues étrangères.

Art. 6. — Pour être déclarés admis, les candidats doivent obtenir une moyenne générale de 10 sur 20. La note zéro est éliminatoire dans toutes les matières.

Art. 7. — Les épreuves sont jugées par un jury présidé par le directeur de l'école où le candidat désire être admis.

Art. 8. — L'admission des candidats est prononcée dans la limite des places disponibles par le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

Art. 9. — Le directeur de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 avril 1949.

ANDRÉ MORICE.

#### Fixation des programmes des cours et examens de l'institut d'études politiques de l'université de Strasbourg.

Par arrêté du 26 avril 1949, ont été approuvés les programmes des cours et examens de l'institut d'études politiques de l'université de Strasbourg.

#### Régisseurs de recettes.

Par arrêté du 5 avril 1949, M. Thomas (Robert), ingénieur du service de l'équipement sportif, chargé du laboratoire du centre d'expériences et d'informations de l'équipement sportif, est nommé régisseur de recettes pour la perception des droits et redevances fixés par l'arrêté du 4 janvier 1949 et le tableau y annexé.

#### Titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires et suppléants.

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 avril 1949 : page 4297, 1<sup>re</sup> colonne, article 4<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1948 », lire : « à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1949 ».

#### Direction de l'architecture.

Par arrêté en date du 15 avril 1949, M. Salas est chargé, à titre temporaire et pour l'année 1949, des fonctions d'architecte pour les bâtiments classés parmi les bâtiments civils dans le département de la Martinique.

Liste, par ordre de mérite, des élèves ayant obtenu, en 1948, le diplôme d'ingénieur électicien de l'école d'électricité industrielle reconnue par l'Etat, 1<sup>er</sup> bis, passage Duhesme, à Paris (18<sup>e</sup>).

Roger (Gaston).	Denis (Bernard).
Poëy (André).	Contré (Roland).
Marandet (André).	Beaujean (André).
Bordeaux (Pierre).	Lefrère (Pierre).
Renault (Jean).	Hauw (Jacques).
Bonneville (Robert).	Sandra (Arthur).
Berger (Emile).	Murot (Pierre).
Dziadoszynski (Jacques).	Beuzard (Claude).
Roux (Jean).	Devillers (Jacques).
Beaudet (Daniel).	Desplaces (Gérard).
Meunier (Maurice).	Vicaire (Michel).
François (Raymond).	David (Albert).
Hauchere (Jean).	Pillet (Robert).
Toury (Jacques).	Bégat (Jean-Claude).
Raymond (Pierre).	Dusseaux (Roland).
Pasqualini (Joseph).	Delcommune (Jean).
Dumond (Pierre).	Thillot (Pierre).
Soubrier (Pierre).	Audousset (Jean).

#### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret n° 49-636 du 5 mai 1949 portant réquisition du personnel navigant de la compagnie nationale Air-France, chargé de l'exécution des services internationaux.

Le président du conseil des ministres, Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 28 novembre 1938 portant ré-